La prolifération des médias au Burundi passée au crible

@rib News, 09/12/2010Analyse de la situation et du rÃ′le des médias au BurundiPar Le Groupe «Â Afrique centrale Â» de Justice et Paix Belgique francophoneDepuis quelques années, une multiplication des organes de presse s'est opérée Burundi. Les journaux et les radios qui ont vu le jour ont cassé un certain monopole de fait de l'information dans ce pays, longtemps habitué à une presse uniquement publique.Ce sont surtout les radios qui ont joué un grand rÃ′le car elles sont assez facilement écoutées partout et par tous, alors que les journaux et les télévisions sont considérées par la popul comme plus élitistes.Depuis 2005, avec les élections à tous niveaux et déclarées libres et transparentes, le Burundi s†engagé dans un processus démocratique. Mais, pour autant, cette prolifération des médias va-t-elle de pair avec une liberté de la presseÂ?

Le Groupe «Â Afrique centrale Â» de Justice et Paix Belgique francophone a voulu analyser la situation et le rà le des médias au Burundi, en se posant bien sûr la question de la liberté de la presse, dans le contexte de nouvelles élections en 2010, qui n'ont pas rencontré le mÃame succà s démocratique qu'en 2005. Pour ce faire, le Groupe «Â Afrique centrale Â» s'est adjoint, au cours de ses réflexions, les compétences de deux spécialistes de cette question : Mari Soleil Frà re, chercheur au FNRS (basée à l'ULB), et Jean-Marie Vianney Mutore, ancien journaliste de la RTNB (RadiotéIévision nationale du Burundi), actuellement étudiant à l'Ecole de Journalisme de Louvain.Pourquoi la radio est-elle populaire ? A l'instar du continent africain, un fort pourcentage de la population burundaise ne sait ni lire ni écrire. Nous savons aussi que l'oralité des sociétés africaines est importante. De plus, au Burundi, la majeure partie de la populatic est rurale. Cela explique que la radio soit le moyen d'information le plus populaire dans ce pays. Si en plus on tient compte du fait que les postes de téIévision sont financiÃ"rement quasi inaccessibles pour la plupart des Burundais, et que le fait qu'il faille débourser de l'argent chaque fois que l'on veut obtenir un journal joue psychologiquement, c plébiscite incontestablement la radio comme moyen d'information par excellence.Quel rà le de la presse ces dernià res années ?Au Burundi, comme dans les pays voisins, le pluralisme politique est un phénomà ne récent.Au début des années 90, l'émergence du multipartisme politique a été accompagnée par l'ouverture des médias, spécia presse écrite privée. Mais pendant la guerre civile, la presse burundaise a été accusée d'avoir exacerbé les conf a même été décrite par «Â Reporters sans frontià res Â» comme média de la haine, et ce jusqu'en 96, lorsque l Buyoya qui venait de reprendre le pouvoir fit suspendre plusieurs de ces organes de presse.Fin des années 90 – début des années 2000, on a pu assister à un certain changement et un engagement pour la paix dans certains médias, avec notamment :- Π'initiative de l'ONG «Â Search for common ground Â», la création du Studio l'accent sur les facteurs de rapprochement plutà t que sur ceux qui divisent (comme les différences ethniques)-Â Â Â Â Â création de radios privées s'inspirant du Studio Ijambo et qui devinrent des radios «Â au service de la paix Â»Â : elle remarquables car elles permirent de «Â donner une voix Â» à ceux qui n'en avaient pas. C'est ainsi qu'elles fu inquiétées par le pouvoir politique car elles furent traitées de traîtres en donnant la parole aux milices. Cependant, malgré ces pressions, elles vont résister. Elles vont mÃame donner la parole aux citoyens burundais â€" ce que ne faisait pa du tout la RTNB.-Â Â Â Â Â Â Â Â Â Blles se constituent de ce fait comme contrepouvoir (car elles se permettent de critiquer le pouvoir en place) et se positionnent en tout cas comme médias de paix en mettant en avant l'importance de la paix pour le citoyen.En 2005, pendant la campagne électorale : création d'une «Â synergie Â» de radios (y compris la RTNBÂ couvrir la campagne et les élections. Les médias vont s'organiser ensemble : c'est ainsi qu'ils vont constituer journalistes qui vont Ãatre envoyés dans tout le pays, ce qui leur permettra de donner des nouvelles de partout et ainsi avoir un certain «Â poids Â». Le principe de cette Synergie sera notamment que chaque radio passera les mêmes bulletins d'information. C'est ainsi qu'elle aura un rà le important et qu'elle constituera un outil formidable pour (Commission électorale nationale indépendante)Â: diffuser l'actualité réelle à une grande partie des Burundais. Ce contribué à la crédibilité des élections.Quel financement de ces radiosÂ?... qui peut s'avérer pour le moins problématiqueâ€lNous imaginons bien que ces radios n'ont pas pu voir le jour sans soutiens financiers : elles ont en effe toutes été créées avec des fonds provenant de l'étranger, elles sont même entià rement financées de l'ext nous voyons à cette situation les points positifs suivantsÂ:- Ces financements extérieurs leur donnent un c confort de budget- Πlls renforcent aussi leur indépendance journalistique, éditoriale-Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Î lls une rédaction d'une vingtaine de journalistes, bien payés (environ 350 \$ par mois : par comparaison, c'est dix fois pour les journalistes au Kivu voisinâ€l quand ces derniers sont payés !...). Ces journalistes burundais sont d'ailleurs presque admirés par la population, pour ce qu'ils sont, ce qu'ils représentent.Cependant, nous voyons aussi à cett situation un gros point négatifÂ: ces médias sont trop dépendants des bailleurs de fonds étrangers et de leurs programmes, ils ne peuvent donc se projeter dans l'avenir car ces programmes ne sont jamais à long terme.Mais nous ne pouvons passer sous silence le fait que l'Etat belge soutienne énormément la RTNB, et cela se révÃ"le à double tranchant : en effet, la RTNB ©tait devenue pluraliste, or elle a ©té reprise en main par le parti au pouvoir ultra majoritaire. le CNDD/FDD. Ce financement se révÃ"le donc trÃ"s délicat pour l'Etat belge qui se retrouve à financer une radiotéIévision nationale mais non pluraliste, à un seul courant de pensée… ce qui est un comble pour un pays démocratique comme la Belgique !...L'évolution récente est inquiétante…On vient de le voir, la RTNB a été l main par le Président Nkurunziza. Elle n'aura en définitive été pluraliste qu'entre 2005 et 2007.Et depuis deux a l'évolution continue à inquiéter, puisque le CNC (Conseil national de la communication â€" l'équivalent du CSA e francophone), censé assurer la pluralité de la RTNB, a perdu sa crédibilité, notamment par le fait que sa présidente sâ présentée (et a d'ailleurs été élue) sur les listes du CNDD/FDDÂ! Qui plus est, pour la campagne électorale d vu apparaître des médias politiques, comme une radio du CNDD/FDD. D'où la question de principe qui s'est posÃ radios préexistantesÂ: fallait-il intégrer ou au contraire refuser l'accÃ"s de ces radios à la Synergie - la coalition qui sâ€ recréée pour les élections de 2010 ? AprÃ"s de nombreuses polémiques, ces radios ont été intégrées, notamme

essayer de diminuer leur potentiel d'influenceÂ: quatre fois par jour, toutes les radios de la coalition ont toutes diffusé le

même journal parlé, ce qui a plutôt bien fonctionné. Hélas, nous pensons que le choix de l'opposition politique de finalement se retirer du processus électoral a mis à mal le principe de cette synergie… Un grand besoin de formation professionnelleUn grand manque de professionnalisme réside actuellement chez de nombreux journalistes au Burundi. Cela touche à la déontologie de la profession, mais finalement souvent liée à l'argentÂ! En effet, certains journalistes approchés par les partis politiques, surtout celui au pouvoir, pour couvrir par exemple leurs conférences de presse, faire passer leurs messagesâ€l en contrepartie d'argent, d'avantagesâ€lHeureusement, il existe malgré tout encore â€" voulons le souligner ici – de trÔs bons journalistes au Burundi, qui gardent le feu sacré de leur profession, et qui, malgré des salaires de misÃ"re, exercent du mieux qu'ils peuvent leur profession en restant intà gres.Les ONG internationales et l'ONU jouent également un rà le négatif par rapport à cette problématique : elles attirent chez elles les journalistes compétents grâce aux salaires plus élevés.Enfin, il appert qu'une école de journalisme viendrait de voir le jour au Burundi, soutenue par la Belgique. Nous estimons bien sûr qu'il s'agit d'une bonne nouvelle, mais combien de tel faudra-t-il encore pour avoir par exemple des docteurs en journalisme, qui pourront A leur tour former, etc. A ?Les dA©fis futurs pour la presse au Burundills nous semblent évidemment primordiaux à releverÂ: notre Groupe «Â Afrique centrale Â» a retenu quatre défis importants :- Â Â Â Â Â Î la presse doit pouvoir devenir plus indépendante des ba fonds étrangers, tout en gardant sa qualitéÂ;- Â Â Â Â Û un ©norme travail de formation en journalisme doit être sera un travail de longue haleine, avec pourquoi pas des partenariats A dA©velopper entre A©coles de journalisme burundaises et belges par exemple, afin d'accéIérer le processus ;-Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Û la sécurité des journalistes il est intolérable que des journalistes soient inquiétés moralement ou physiquement, voire mis en prison, parce qu'ils d©rangent les responsables politiques ;-Â Â Â Â Â Â Â Â Â Â Ô enfin, il nous semble évident que la liberté de la presse dimin deux à trois ans au Burundi ; l'autocensure des journalistes gagne aussi du terrain, de peur d'aller trop loin et d'Â finalement inquiétés par le pouvoir. Il est donc nécessaire et important que cette liberté de la presse soit restaurée entià rement.Ces défis sont importants, mais nous pensons que c'est à ce prix que la presse pourra exercer pleinement librement son travail. Ce ne pourra qu'Ãatre positif pour le Burundi et pour sa démocratie qui peine à s'installer.Le Gr «Â Afrique centrale Â» de Justice et Paix Belgique francophone